

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

EDITORIAL

L'escalade

C'est décidément le sport qui fait l'actualité depuis quelque temps. Alors, puisque certains lecteurs ont cru que je dénigrais le sport en écrivant ici le mois dernier "la coupe est pleine" je précise que ce que je dénonçais c'est la façon dont le fric a dénaturé les sports de compétition, que la Coupe était un grand spectacle destiné à faire gagner beaucoup d'argent, y compris à des professionnels n'ayant rien de sportif, et qu'elle était aussi le miroir de toutes les folies de notre monde (les violences des hooligans étaient récentes).

Je ne m'en prenais pas au sport, bien au contraire. J'ai, pour ma part, toujours pris beaucoup de plaisir à pratiquer différents sports moi-même, même mal, mais je pense que les regarder de son fauteuil, pratiqués beaucoup mieux par d'autres, c'est tout à fait autre chose... Pratiqué par des professionnels, le sport est un spectacle.

Maintenant je peux ajouter que le spectacle de la finale a été très beau, pas tellement parce que le match a été très disputé, les Brésiliens ayant paru quelque peu paralysés, mais surtout pour la joie que le résultat a déchaînée. Je l'avoue, pour moi le spectacle de cette éclatante joie populaire a été quelque chose de formidable. La joie d'un peuple, c'est rare et c'est magnifique. J'avais rarement eu l'occasion d'en voir une si belle, ou bien j'avais oublié. Et ce qui était peut-être encore plus émouvant, mais on l'a déjà dit, c'est que l'équipe portée aux nues était multiraciale, que la victoire a été celle d'une véritable fraternité

black, blanc, beur, et qu'elle a rallié l'adhésion de tout le pays. Quelle belle réponse à tous les racismes ambiants ! Et quelle occasion pour souligner ce que peut apporter un travail d'équipe quand celle-ci est soudée, portée par un projet commun. C'est bien l'union qui fait la force ! Enfin la victoire de cette équipe était la revanche de son entraîneur-sélectionneur sur des médias qui l'avaient accablé parce qu'il ne cédait pas à leur pression. Cet Aimé Jacquet, d'abord tant décrié, fait figure maintenant d'emblème du sérieux face à l'épate. Et j'aime cette victoire là. J'ai envie d'en profiter pour dire : le sérieux, la patience, l'application, la résistance aux idées toutes faites et à la mode du sensationnel, ça gagne, finalement. Je ne suis apparemment pas la seule à avoir cette réaction. Tant mieux, l'opinion cessera peut-être de ne croire que ceux qui se vantent.

Il n'empêche que le fric pourrait tout... Il apparaît maintenant au grand jour que les enchères ont tellement fait monter le niveau qu'il est désormais impossible de remporter une compétition/spectacle par ses propres moyens : les champions sont acculés, ils n'ont aucune chance de gagner s'ils ne se droguent pas, risquant ainsi leur vie. Une thèse de médecine consacrée au dopage des sportifs a ● ● ●

S O M M A I R E

ACTUALITÉ

- 1 L'escalade.
- 3 Au fil des jours.
- 4 Nouvelles de Catalogne.
- 8 Enfouissement des déchets nucléaires.

LECTURES

- 5 L'exception française ?
- 16 Nous glissons au fascisme.

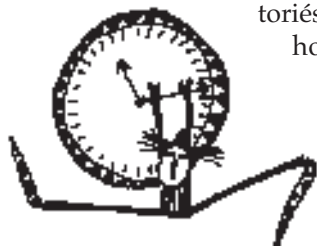
RÉFLEXIONS

- 9 Indispensable réforme du système monétaire.
- 10 La planche à billets, ou démocratiser la monnaie ?
- 11 Périmée, cette monnaie-là !

13-14 DÉBATS

15 COURRIER DES LECTEURS

N° 980
août-
septembre
1998



● ● ● récemment souligné que les moyens mis à la disposition des sportifs sont devenus plus performants, avec les progrès de la biologie, à partir des années 60; 181 "engrais" des muscles et stimulants du système nerveux ont été répertoriés : diurétiques, bêtabloquants, corticoïdes, hormones de croissance, réhydratation intra-veineuse et auto-transfusion sont des innovations qui ont été détournées de leur raison d'être, qui est, évidemment, de soigner et non de tuer. Mais les procédés de contrôle ne peuvent détecter (ou bien ce serait trop coûteux) ni l'érythropoïétine, ni les hormones de croissance ni, plus généralement, les molécules nouvelles issues du génie génétique. De sorte que dans ce domaine comme dans tant d'autres, la loi ne parvient pas à empêcher, pas même à freiner les dégâts de ces escalades insensées et même, le mot n'est pas trop fort, criminelles. Ce sont les causes profondes du dopage qu'il faudrait supprimer. Ce qui pousse au dopage les sportifs de haut niveau, qui sont payés pour leurs performances, c'est la multitude des épreuves, les cadences infernales, l'environnement mercantile et surtout l'énormité des enjeux, des sommes investies, l'escalade de la pub suivie par celle des gains.

Le mal a même atteint le sport scolaire, le cadet

ou le junior pour passer dans la catégorie supérieure, comme le vétérinaire qui voit diminuer ses performances.

Il va même plus loin : un sociopharmacologue, P.Laure, rapporte une étude faite sur des milliers de sportifs amateurs qui montre que "le dopage a pénétré toute la société... la majorité des personnes qui se dopent le font pour faire carrière ou pour gagner de l'argent". Il conclut "le dopage sportif traduit bien une pratique quotidienne de notre société de consommation."

On vient d'apprendre qu'une des équipes engagées dans le Tour de France a été prise en flagrant délit de dopage systématique à l'érythropoïétine. De l'aveu même de leur soigneur, c'est toute l'équipe qui se dopait. C'est grave. Et le pire est que la foule, paraît-il, a salué particulièrement cette équipe de ses ovations quand la nouvelle a été connue. Comme la foule qui, sous l'empire Romain, se régalaient du spectacle de lions dévorant des martyrs dans les arènes, ou celle qui, au Moyen âge, se précipitait pour voir torturer les condamnés à mort sur les places publiques. Si cette escalade continue, la foule au vingt et unième siècle va redevenir aussi sauvage que les populations les plus primitives.

Marie-Louise Duboin.

mensuel de réflexion
socio-économique
fondé en 1934
par JACQUES DUBOIN

RÉDACTION :
Marie Louise DUBOIN
(directrice de la publication)
Jean-Pierre MON
André PRIME
Djémil KESSOUS
et les abonnés qui le souhaitent,
tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas retournés.

GRAPHISME :
Jacques VIGNES-ÉLIE
Anne-Laure WITSCHGER

Impression : ARTIS

Commission paritaire
N° 57434

Diffusé par les N.M.P.P.

RÉSUMÉ

DE NOS THÈSES

Un résumé des thèses que nous défendons dans ce journal est joint en encart, avec chaque numéro, à nos abonnés.

Il est également fourni sur demande (joindre pour cela une enveloppe timbrée à l'adresse choisie).

La Grande Relève

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 .FF
Abonnement d'essai, six mois	70 .FF
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 .FF
Abonnements de propagande (cinq exemplaires) ...	250 .FF
(dix exemplaires)	350 .FF
Europe, un an	175 .FF

par avion, nous consulter

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP N° 13 402 39 M Paris
ou
par mandat ou chèque bancaire
BP 108
78115 LE VÉSINET Cédex

Ce journal survit grâce à la souscription permanente "POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE" qui permet d'assurer le service gratuit du journal à ceux des lecteurs intéressés mais qui n'ont pas les moyens de payer leur abonnement au tarif normal.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive La Grande Relève.

G. Jonard 70 - R. Nace 70 - Mme Navault 120 - C. Notot 70 - R. Rio 70 - J. Dequaire 170 - J. Eveillé 70 - J. Frigout 150 - J. Terrier 170 - R. Terrier 70 - Mme Alibert 50.

Total du mois 1.080F *Merci à tous !*

Malgré une lettre personnelle de rappel, entraînant des frais inutiles, quelques abonnements parvenus à échéance n'ont encore pas été renouvelés. Nous en avons l'habitude, mais demandons à nos abonnés de bien vouloir observer la date d'échéance qui est indiquée sur la bande d'envoi de leur journal. Merci !

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures, : 01 30 71 58 04
Fax : 01 30 71 93 89
Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr
Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

Suppressions d'emplois¹

- Le groupe britannique de spiritueux Diageo va supprimer 850 emplois au Royaume-Uni et y fermer deux usines d'embouteillage.
- Alstom Transport a annoncé le 25 juin un plan social de 273 suppressions d'emplois sur son site de Belfort.
- Les surcapacités de production dans l'industrie des circuits imprimés se traduisent chez de nombreux fabricants par d'importantes suppressions d'emplois : 3.000 chez Intel (numéro un mondial), 15.000 chez Motorola (numéro trois mondial), 3.000 chez le Japonais Mitsubishi, 650 chez l'américain Amtel.
- En France, le groupe d'armements public GIAT industries supprimera 3.274 emplois en quatre ans.
- Le groupe de défense américain Lockheed-Martin va supprimer 2.500 emplois.
- Dans l'industrie informatique, le rachat de Digital par Compaq va se traduire par la suppression de 17.000 emplois : 15.000 sur 53.500 chez Digital et 2.000 sur 30.000 chez Compaq.

**

Ce qui est bon pour General Motors est bon pour l'Amérique !

Depuis le 5 juin, l'arrêt de travail des 9.200 salariés de l'usine de Flint (Michigan) paralyse la totalité ou presque de la production nord-américaine de General Motors, premier constructeur automobile américain, en mettant au chômage technique 170.000 employés. La grève a été déclenchée par le syndicat des travailleurs de l'automobile (UWA) pour protester contre la délocalisation des emplois (notamment contre la fermeture de l'usine de Flint), contre la réduction des effectifs (GM a pourtant supprimé 64.000 emplois depuis 1992), pour le respect des accords passés en 1996 qui prévoyaient le maintien de 95% des effectifs mais que la direction bafoue allègrement... Après six semaines de grève, la firme a perdu 1,2 million de dollars et le lancement de la production des nouveaux modèles 1999 est retardé. Mais, riche d'un trésor de 14 milliards de dollars, la direction ne veut pas céder sur Flint, ville qui a pourtant vu naître GM, et veut élargir le champ des négociations à l'amélioration de la productivité, à la sous-traitance de certaines tâches, au nombre d'emplois à supprimer dans l'ensemble du groupe, à la vente de certaines usines... Dans l'impossibilité de négocier un accord, la direction a engagé le 14 juillet une action en justice pour faire déclarer la grève illégale. En attendant, un troisième intervenant vient mettre son grain de sel dans le conflit : Wall Street, qui traduit le sentiment des actionnaires de GM ! Ceux-ci n'ont pas manqué de remarquer que, malgré un spectaculaire accroissement de ses ventes aux États-Unis, GM perd du terrain par rapport à ses deux concurrents américains Chrysler et Ford et, en consé-

quence, demandent à la direction d'améliorer les résultats du groupe. Et pour y parvenir le remède est désormais classique : il suffit de licencier. Les analystes de Wall Street recommandent donc de supprimer quelque 50.000 salariés, soit 22% des emplois.

Ce conflit dépasse le cadre de GM. Il touche le pays tout entier. En effet, selon le *Wall-Street Journal*, la production de 100.000 voitures représente 2 milliards de dollars dans l'économie américaine, si bien que certains experts estiment que la paralysie de GM pourrait coûter entre 0,3 et 0,5% de croissance du PIB des États-Unis².

**

Sacrée OCDE !

On ne sait plus à qui se fier. Ne voilà-t-il pas que le rapport annuel de l'OCDE sur l'emploi remet en cause un dogme fondamental de la pensée libérale, le refus de tout salaire minimum. On peut en effet lire dans ce rapport que «*l'effet du salaire minimum sur le niveau de l'emploi peut-être à la fois positif et négatif ... Un salaire minimum élevé va de pair avec de moindres inégalités de salaires entre hommes et femmes, et entre travailleurs jeunes et travailleurs adultes*». Se référant à des études récemment publiées aux États-Unis, l'OCDE pense que «*en accordant des salaires supérieurs au niveau d'équilibre du marché, les employeurs peuvent stimuler la productivité des travailleurs, les inciter à se montrer plus dynamiques et réduire la rotation des emplois*». Dans un tel contexte, «*un salaire minimum élevé peut se traduire par un accroissement de l'emploi*». D'autres modèles montrent qu'«*un salaire minimum incite les travailleurs faiblement productifs à faire un effort de formation pour améliorer leur productivité. Il en résulte une amélioration du capital humain, un effet positif sur la croissance et donc sur l'emploi*». J'espère que vous appréciez le vocabulaire de ces messieurs ! Mais appréciez plus encore leur vision hardie et ... leur prudence : «*S'agissant des adultes des classes d'âge de forte activité, les spécifications les plus plausibles amènent à penser qu'un salaire minimum n'a pas d'incidence sur les perspectives d'emplois*». Et voici le bouquet : «*Le salaire minimum ne peut pas profiter aux ménages dans lesquels personne ne travaille*». Et qui plus est : «*la plupart des travailleurs à bas salaire occupant un emploi à plein temps n'appartiennent pas à la catégorie des ménages pauvres, de sorte qu'un relèvement du salaire minimum n'a globalement que peu d'incidence sur la pauvreté*».

Faut quand même être un expert international de très haut niveau et payé en conséquence pour écrire ça !

(Perspectives de l'emploi, OCDE, juin 1998)

Jean-Pierre Mon.



1. Ces chiffres sont extraits du journal *Le Monde*, du 21-6 au 4-7

2. *Le Monde*, *The Nation*, *The Wall Street Journal*.

NOUVELLES DE CATALOGNE

Dans son numéro 56, la revue catalane *Via fora !*¹ (en Français : *Au secours !*) expose le point de vue du Pr. Raül Garcia-Duran, économiste, sur les propositions de l'Association pour un Revenu de Base (AREBA) qui vient de se créer à Barcelone :

Le nom de l'association fixe clairement son objectif : l'exigence d'un revenu de base universel, c'est à dire le **droit** pour tout citoyen de percevoir un revenu, le plus élevé possible que puissent permettre les ressources du pays et, en tout cas, jamais en dessous du niveau de subsistance. Ce revenu est attribué à toute personne vivant dans le pays, enfant, femme au foyer, émigrant, ... qu'il y ait travaillé ou non, qu'il veuille travailler ou non. Il ne s'agit donc pas d'une allocation quelconque mais d'un droit, comme le droit de voter ou le droit de bénéficier de l'assistance médicale et de l'enseignement gratuits. La société actuelle a en effet atteint un niveau de production tel qu'il n'exige plus le travail de tous et qu'il permet d'accorder ce droit. S'il n'y a pas de travail pour tout le monde, qu'il y ait au

moins des moyens de subsistance pour tous. Celui qui veut - ou qui peut - travailler aura en plus son salaire...

On parle beaucoup aujourd'hui du chômage, et c'est normal, car c'est un grave problème au niveau individuel à cause de la façon dont la société est structurée. Mais malheureusement, on ne nous dit pas que :

- s'il y a du chômage, c'est qu'on n'a pas besoin d'un certain travail humain, à cause de la forte productivité dont on dispose (et qu'on veut encore augmenter pour être plus compétitifs). Quelles

que soient les mesures et les plans que l'on conçoit contre le chômage, il n'y a pas moyen d'en venir à bout. Aujourd'hui, la croissance économique ne réduit pas mais, au contraire, accroît le chômage. Ceux qui réclament «*du travail pour tous*» vivent dans le passé.

- L'alternative travail salarié ou oisiveté est fautive. Nous sommes nombreux à consacrer notre temps libre à faire des "travaux" qui nous plaisent (et qui sont souvent utiles aux autres).

- Dans les conditions actuelles du travail salarié, pouvoir travailler moins est en fait une immense chance. Ce n'est un problème que parce que le revenu est lié au travail et parce qu'on considère comme inutile et comme assisté celui qui ne travaille pas. C'est sur ces considérations que se fonde l'exigence d'un revenu de base. Voici, résumés, les arguments pour ou contre développés par les théoriciens:

1 - Contre²

- C'est une revendication utopique. *Pas sûr : les membres d'AREBA ont montré qu'il serait possible d'introduire en Espagne le revenu de base au niveau du seuil de pauvreté en 4 ans en finançant avec l'argent destiné aujourd'hui à l'indemnisation du chômage, avec les fonds secrets, avec une petite partie des immenses dépenses militaires et avec les subventions accordées aux entreprises.*

- C'est une revendication réformiste qui ne change pas le système. *D'accord. Aucune revendication ne peut en elle même changer le système, mais c'est une revendication anticapitaliste puisqu'elle s'oppose aux fondements du travail salarié sur lequel repose le capital. Elle rompt le lien revenu monétaire/travail.*

- Cela stimulerait la paresse. *Non. Il faut combattre la religion du travail et montrer que le "travail volontaire" est possible et agréable. Le revenu de base ne prétend pas en finir avec le travail mais avec le travail-châtiment divin.*

- Ce serait supprimer la socialisation qu'apporte le travail. *Le travail volontaire est pourtant la forme la meilleure de socialisation. Qu'est-ce qui est plus utopique : qu'il y ait des volontaires pour faire des travaux d'intérêt social ou que le capital (ou l'État) finance ces activités?*

2 - Pour

- Cela élimine les montages compliqués et l'indignité liée au chômage.

- Cela donne une nouvelle impulsion morale : liberté (de travailler ou non), travail volontaire non salarié (souvent plus efficace), dignité de celui qui ne travaille pas, justice et non plus charité...

- Cela pourrait amener une certaine augmentation des salaires : les salariés n'ayant plus peur de tout perdre auraient une plus grande capacité de négociation.

- Cela pourrait renforcer d'autres mouvements sociaux, par exemple le mouvement féministe (les femmes disposant d'un revenu indépendamment de leur mari).

Les membres d'AREBA résumant leurs propositions en disant que, face à la non nécessité du travail, il faut le répartir (notamment en diminuant sa durée) mais qu'il est encore mieux de répartir les revenus. Si on parvenait à une répartition globale, le problème serait totalement résolu. Le revenu de base est un petit pas dans cette direction.

Mais ce qu'il y a de plus innovant dans AREBA, c'est qu'il s'agit d'une organisation qui pose une revendication concrète. Elle est très différente des organisations alternatives traditionnelles. Et c'est surtout une expérience de démocratie directe. Raül Garcia-Duran en fait partie principalement pour «*que le non emploi nous rende libres, égaux et actifs*»

(traduit du Catalan par J-P Mon)



1. adresse :
Via Fora!,
Apartat de Correus 85,
08291 Ripollet, Espagne.

2. Dans cette
partie Contre,
les commentaires
de R.Garcia-Duran
sont en italiques.

Feu roulant sur «l'exception française»



Poisson-pilote naviguant dans ces mêmes eaux qui firent le succès de *"Toujours plus"*, F. de Closets s'est assigné une haute mission : remettre dans le droit chemin, avant qu'il ne soit trop tard, les Français vautrés dans une coupable mollesse, confits dans leurs privilèges, férus de droits acquis, peu enclins aux vraies réformes, nourris à refus de subventions et d'allocations, grévistes impénitents, préférant la sécurité à la précarité, insoucieux du coût de leur protection sociale, manquant d'audace, de capacité d'adaptation et d'évolution.

«Jeter bas ce monument d'hypocrisie, ce triomphe de l'imposture que l'on ose appeler le modèle français»; faute de quoi l'extrémisme de droite récoltera, demain, les rênes du Pouvoir. Le compte à rebours a déjà commencé. Aux Français de se ressaisir et de l'arrêter.

F. de Closets, c'est Jeanne d'Arc. Il veut sauver la France du péril qui la menace. Mais ce douteux prétexte est surtout l'occasion, pour ce père fouettard de *"l'exception française"*, de témoigner qu'il n'est d'autre issue qu'un ralliement inconditionnel au capitalisme libéral, «seul modèle en mesure de créer des richesses». Que le système économique mondial soit «malsain et dangereux», qu'il cumule toutes les tares : amoralité, insécurité, inégalités injustifiées, illégitimité de maints et maints enrichissements, F. de C. en convient mais à chacun de s'y adapter «puisque'il ne peut en exister aucun autre pour lui faire concurrence».

Les milieux dont F. de C. se fait le héraut ont une peur bleue qu'on leur mette sous le nez un modèle de société paré de toutes les séductions, où l'argent, privé de son pouvoir dominateur, se cantonnerait dans le rôle d'un instrument au service exclusif de la consommation². Répétant à l'envi qu'un tel modèle relève de l'utopie, nos augures ont fini par s'en persuader. Libérés de ce spectre, ils ont beau jeu, dès lors, à broder sur le thème du moindre mal pour rameuter l'opinion. Il ne reste plus qu'à ériger de solides bar-

rières médiatiques propres à museler les utopistes, à reléguer leurs idées subversives dans le silence et l'oubli.

F. de C. fait chorus. Son argumentaire ? Il emprunte la technique du *"OUI-MAIS"* : oui, je vous ai compris et vous avez raison, répète-t-il à son public ainsi amadoué, mais... un MAIS suivi d'une volée de bois vert, d'affirmations péremptoires, l'adversaire réduit à quia, assuré d'avoir toujours tort vis à vis des exigences financières nécessaires à l'équilibre des marchés.

Ses cibles ? L'État et sa «cathédrale sociale», la fonction publique, son statut, ses «scandaleux» privilèges, les syndicats, l'interventionnisme, le protectionnisme, les nationalisées, notre système de retraites, les subventions à tout-va aux quelque 700.000 associations.

Il se garde, en revanche, de dénoncer les gaspillages coutumiers aux grandes sociétés, leur décorum, leurs investissements à risques dans des domaines étrangers à leurs activités fondamentales, les rémunérations aberrantes de leur haut personnel. Sa critique épargne de même l'argent clandestin, celui de la fraude, l'argent sale véhiculé à travers l'arnaque, le vol, collecté par les jeux, les mafias. Silence encore sur l'industrie publicitaire, sur les armements, les guerres gaspilleuses.

Le gaspillage est universel, nécessaire au capitalisme dont il constitue la principale béquille. F. de C. méconnaît-il le rôle de la circulation monétaire en matière de formation des revenus ? Quoi de plus efficace, à cet égard, que les guerres destructrices de patrimoines, dévoreuses de vraies richesses, moyen quasi magique pour conjurer les crises de pléthores préjudiciables à l'économie de marché, économie de rareté en quête de débouchés, que les conflits armés suivis de reconstructions lui apportent sur un plateau ? Pourtant si lucide dans ses constats, F. de C. paraît, ici, atteint de cécité. Il n'a d'yeux que

1• «Le compte à rebours» de F. de Closets, Fayard Ed., 1998.

2• Système à monnaie de consommation.

Lisez utile !

Un livre passionnant vient de paraître, dans lequel 59 filles et garçons des rues du Guatemala racontent non seulement leur vie (violence, faim, humiliations, amitié, partage, rébellion) mais aussi leurs rêves. Or les rues du Tiers monde traversent aussi notre continent.

Les droits d'auteur de ce livre sont dévolus au projet Les Quetzalitas qui a pour but d'attribuer des bourses d'étude aux enfants des rues et les aider à réaliser un de leurs rêves : former un mouvement autogéré pour défendre leurs droits.

Intitulé "Les enfants de la rue au Guatemala", ce livre est disponible au Comité Amérique Centrale de Verviers,

Chaussée de Theux 37,
4802 Verviers, Belgique.

Son prix 720 FB peut être versé en plusieurs fois. Téléphone 087/226820.

"Nous, enfants des rues, nous avons beaucoup de rêves, mais pour les réaliser, nous devons rencontrer des personnes qui nous aident".

Le Guide des Alternatives

10.000 adresses ou références,
quatre ans de travail
vient de paraître

aux Éditions du Fraysse
82230 Monclar du Quercy.
Tél 05 63 30 33 55.
(115 F, port compris)

- ● ● pour les fonds détournés stérilement vers les services publics au détriment des profits attendus d'une fiscalité et d'une politique budgétaire plus favorable au secteur privé. Haro sur les gouvernements de gauche qui redistribuent bêtement l'argent collecté par le fisc entre des mains incapables de le faire fructifier !

Il accuse l'État de dépenser sans souci de l'efficacité mais se félicite de l'abandon du projet Hermès qui eût fait la fortune de l'industrie aérospatiale, de ses sous-traitants.

Autre inconséquence : Selon F. de C. , les "exclus" devraient leur misère, non pas aux contraintes économiques, financières, européennes ou mondialistes imposées de l'extérieur, mais au refus d'y faire face !

N'est-ce pas faire litière des situations de pauvreté directement engendrées par la politique du F.M.I., par les directives européennes fruit des activités lobbyistes ? Et F.de C. est-il vraiment informé au sujet de cet aréopage siégeant à la Commission Trilatérale, qui mène les gouvernements à la cravache, via Bruxelles et l'OMC. sur la voie de la mondialisation ?

«Consommer plus et travailler moins». F.de C. se gausse de cette revendication, somme toute légitime à l'ère de la robotique qui multiplie les quantités tout en réduisant le travail humain nécessaire aux approvisionnements courants. S'y oppose, un système monétaire associant le revenu à la durée de l'emploi, à sa permanence. S'y oppose, un système articulé sur le profit, sur des prix rémunérateurs postulant une politique de lutte incessante contre l'abondance, contre toute submersion des marchés. Et nos vaillantes plumes de témoigner qu'il ne saurait exister d'autre système monétaire, d'autres modes de formation des revenus, hâtivement qualifiés a priori, d'utopies pour ne pas avoir à en débattre.

Ainsi son discours entend-il souligner l'irréversibilité, la fatalité, la perspective d'éternité du capitalisme, ajoutant que rien ne saurait entraver ses performances financières, pourtant vulnérables aux crues de production d'origine technologique.

F.de C. a-t-il observé l'extrême fragilité de notre civilisation immergée dans un univers de boutons et de papiers censés comptabiliser les appropriations. Quelques virus dans une batterie d'ordinateurs et s'écroule toute cette mécanique bien rodée qui régit les échanges. Un "accident" dans le saint des saints de la haute finance et la bulle éclate comme une baudruche. Ne parlons ni des catastrophes, ni des mille aléas propres à changer la donne. Toutes les civilisations sont mortelles. F De C. vit d'illusions quant à la pérennité du capitalisme, de ses usages monétaires devenus aberrants.

Qu'il s'agisse du problème des retraites, du chômage, de l'immigration, des inégalités et autres sujets brûlants, F. de C. ne fait guère que confirmer des propos glanés ici et là, ou recueillis parmi la gent des «nouveaux chiens de garde du capitalisme». Il rêve, pour réduire le chômage, d'une flexibilité sans précarité, d'une mobilité sans licenciement. Nomadisme et carré rond.

Autres bonnes recettes préconisées pour arrêter le compte à rebours : mise au pain sec de l'Administration, modération des salaires, réduction du secteur public, création de fonds de pension, actionnariat salarial, suppression des charges sur les bas salaires et des impôts sur l'immobilier, impôt direct appliqué à tous les Français.

Recettes d'épicier. De la bouillie pour les chats. Du réchauffé sans plus. Ce que l'auteur confirme en citant, in fine, la réflexion d'un lecteur : «En vous lisant, j'ai su que je savais tout cela».

En somme, un livre pour rien. Une compilation assortie d'amples commentaires qui font de l'ouvrage, sorte d'inventaire de "l'exception française", un monument de référence proche d'un chef-d'œuvre du genre didactique.

Henri Muller.



Tout le monde ne s'applique pas à convaincre les Français qu'ils doivent supporter ce système économique malsain et dangereux, sous prétexte qu'il n'en existe pas d'autre. Mais que faire ?

D'abord en *prendre conscience*, et c'est souvent à l'aide d'expériences vécues. C'est ce que montre ci-dessous Paul Vincent confronté à la détresse d'un ami.

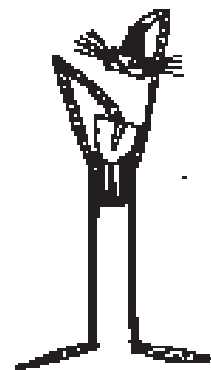
Ensuite, *lutter contre une des conséquences catastrophiques* du système dans un domaine particulier. C'est ce que font les écologistes, et c'est ce qui les mène à agir contre un décret pour l'enfouissement des déchets nucléaires, dont ils dénoncent les dangers, présents et à venir, même à long terme.

Mais en prenant du recul, en considérant l'ensemble du système économique, on aboutit comme Gérard Henri Brissé à une conclusion : l'urgence de *changer le système monétaire international*.

Pour y parvenir, et à titre transitoire, Paul propose une mesure qui serait très populaire : exiger de l'État qu'il retrouve son droit de faire *marcher la planche à billets* pour permettre aux plus démunis de vivre. S'appuyant sur l'analyse d'un ancien ministre gaulliste, il réfute tout risque d'inflation.

Mais nous ne sommes plus seuls à penser que l'important est qu'une *nouvelle monnaie* soit capable d'introduire la démocratie dans l'économie : l'association ADED défend depuis peu la même idée.

Dans cette optique, Guy Oostenbroek explique, en s'appuyant sur l'histoire, pourquoi *l'actuelle est périmée*.



Tous Maliens !

J'ai un ami qui regrette aujourd'hui amèrement d'avoir prématurément pris sa retraite et qui vient de lancer un appel au secours à son dernier employeur pour qu'il veuille bien essayer de lui retrouver un emploi; sinon un emploi fixe, du moins des missions temporaires dans les pays étrangers où il a déjà travaillé et dont il a une parfaite connaissance. Ce n'est nullement inconcevable compte tenu des compétences qu'il peut aligner :

Docteur en Sciences Physiques, de l'Université de Grenoble, 9 sept. 1961

Certificat d'Optoélectronique : École Supélec, 1975

Certificats de Langues Orientales : Université de Singapour

(Malais, Indonésien, Chinois "Mandarin") Juillet 1970

"Anglais (Public Speaking)" Juillet 1970

pratique élémentaire de l'Arabe

Bonne maîtrise de la plupart des logiciels de bureautique

(Winword, Excel, Lotus 123, Quattro, DBase...)

Travail en Système PC (Dos, Windows 3.1 & 95)

Ce qui est plus ahurissant, c'est l'exposé de ses motivations.

« Pourquoi à 67 ans, suis-je tenu de me maintenir en activité pour, au minimum, les 5 ans à venir ? C'est d'une nécessité vitale pour soutenir les efforts de mes 5 enfants face aux problèmes dramatiques de l'emploi et leur survie économique. Leurs âges s'échelonnent de 25 à 42 ans. Le plus âgé n'a jamais pu retrouver son emploi d'ingénieur. Ma fille aînée, ingénieur de Sup-Elec, 39 ans, mère de deux enfants, avec un mari malade du cœur, va probablement être licenciée, son centre fermant cette année. Deux autres poursuivent leurs études supérieures. »

Lorsque mon ami m'a présenté ce texte, je n'ai pu m'empêcher de lui dire en rigolant :

— Eh bien mon vieux, encore heureux que tu n'aies pas tes parents à charge !

— Hélas, il ne me restait que ma mère, et elle est décédée récemment, mais figure-toi que j'ai aussi durant un certain temps connu une telle situation.

J'eus immédiatement à l'esprit l'image de ces travailleurs maliens qui viennent bosser chez nous et envoient leur paie au pays pour faire vivre tout leur village, ou celle de mon grand-père paternel, mineur dans les Cévennes, dont plusieurs des enfants durent partir extraire du charbon en Amérique au début de ce siècle, ce qui était plus courant que d'y trouver de l'or.

Comment en est-on arrivé là dans un pays globalement de plus en plus riche ? Et s'il existe des pays où l'on conseille aujourd'hui d'émigrer parce qu'on n'y paie pas d'impôts, ce à quoi même chez nous certains réussissent, soit qu'ils soient très pauvres, soit qu'ils soient très riches, je crains que la compétition y soit plus vive encore qu'ailleurs et qu'on ne puisse y trouver place, à moins d'y apporter des compétences très particulières, comme les connaissances de cet ami dans des technologies de haut niveau.

Paul Vincent..

Les écologistes sont conscients des dangers du nucléaire à tout prix. La science a bien su explorer les réactions nucléaires pour fournir de l'énergie électrique, mais elle n'a toujours pas trouvé le moyen d'en éviter les retombées dangereuses, en particulier celles que constituent les déchets radioactifs. Plutôt que d'investir dans la recherche des moyens de rendre ces déchets non dangereux, un projet de décret vise à les enfouir dans le sol, malgré tous les risques que cette politique de Gribouille comporte. Le réseau "Sortir du nucléaire" a entrepris une vaste campagne de signatures pour demander au gouvernement de ne pas signer ce décret. Voici à ce sujet le texte du communiqué qu'il nous a demandé de publier :

ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS NUCLÉAIRES : 100 000 CITOYENS ET 225 ASSOCIATIONS DEMANDENT AU GOUVERNEMENT DE NE PAS SIGNER LE DÉCRET

Dans le cadre d'une première campagne nationale du réseau "Sortir du nucléaire", 100 000 citoyens et 225 associations ont écrit au Premier Ministre, au Ministre de l'environnement et au Ministre de l'industrie, pour leur demander de ne pas signer le décret autorisant la création de laboratoires, prétexte à l'enfouissement prochain en couche géologique profonde de déchets nucléaires à vie longue. Des personnalités de tous horizons comme Shimon Peres, Albert Jacquard, Hubert Reeves, Jacques Testart, Jean Ferrat, Claude Pieplu ou Mgr Gaillot, ont clairement manifesté leur soutien à cette campagne.

A la lumière des études récentes de l'IPSN (Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire), démontrant que l'argile ne peut pas constituer une barrière totalement étanche à des infiltrations d'eau et du rapport de la Commission Nationale d'Évaluation, demandé par le gouvernement sur la réversibilité du stockage, préconisant de laisser les déchets nucléaires les plus radioactifs en surface ou sub-surface, le Réseau

"Sortir du nucléaire" est conforté dans son idée que le gouvernement ne peut pas moralement accepter de prendre une décision qui hypothéquera la vie des générations futures. Les emballages des colis qui conditionnent les déchets radioactifs ne pourront jamais être fiables au regard de l'activité géologique, de la toxicité et de la durée de vie de ces déchets. L'enfouissement, qui ne pourra être qu'irréversible, met donc irrémédiablement en danger l'eau, présente dans tout sous-sol, qui transmettra les radioéléments dans l'environnement et le contaminera. Alors qu'il était président du BRGM, Bureau des Recherches Géologiques et Minières), Claude Allegre partageait d'ailleurs ce point de vue.

Donner aujourd'hui le feu vert pour l'enfouissement, c'est accepter d'empoisonner la terre que nous laisserons demain à nos enfants et petits enfants. Pourtant, plutôt que de continuer à entasser des tonnes de déchets nucléaires, la première urgence serait avant tout *de ne plus en fabriquer* en sortant de l'impasse nucléaire dans laquelle nous nous

sommes fourvoyés.

En attendant de trouver un moyen technique de réduire leur radio toxicité, le bon sens voudrait que les encombrants stocks de déchets nucléaires existants restent, sous bonne surveillance, sur les sites des centrales nucléaires qui les produisent pour éviter de multiplier les risques (transports, retraitement, etc.)

Contact :

**Réseau
"Sortir du
nucléaire"
9 rue Dumenge
69004 Lyon.**



L'indispensable réforme du système monétaire

La grande déprime financière qui, avec ses retombées politiques et sociales, frappe désormais l'Asie tout entière - Japon compris - va s'étendre prochainement à la Chine, à la Russie, puis ébranlera les colonnes d'argile de Wall Street. Le F.M.I. sera bien impuissant à colmater les brèches. L'Europe n'échappera pas au maelström. Le repli des capitaux disponibles sur les places européennes constitue un facteur euphorisant à court terme, mais aggravant à plus longue échéance. Plus la bulle financière s'enfle et plus l'explosion s'avèrera dévastatrice.

Vous avez souligné à juste titre l'excellent et courageux travail réalisé par I. Ramonet et ses collaborateurs du *"Monde diplomatique"* pour ouvrir les esprits sur l'ampleur du désastre annoncé et ses conséquences. Leur lucidité n'est jamais en défaut. Mais dénoncer l'unilatéralité de la pensée ambiante est une chose et proposer des solutions concrètes en est une autre.

Nul ne contestera par ailleurs la volonté de réformes, du reste reconnue comme telle par une large majorité de nos compatriotes, de M.Lionel Jospin et du Gouvernement socialiste. Mais ce n'est pas parce que M. François Mitterrand a signé - pour des raisons du reste beaucoup plus géostratégiques que financières ou économiques - le traité de Maastricht que ses successeurs, qui ont revendiqué un droit d'inventaire, doivent se soumettre au diktat de l'eurocratie.

La préoccupation de construire une Europe Confédérale des Peuples représente une avancée certaine et une nécessité pour notre époque. Se fourvoyer dans les arcanes d'une *"monnaie unique"*, matrice d'un super-État à vocation ploutocratique en est une autre. L'instauration de l'euro ne fera qu'exacerber cette hégémonie monétariste qui trouve sa source à Francfort et entend imposer sa propre loi à tous les États membres de l'Union.

«La France a boudé la fête de l'euro à Francfort», titrait *"Le Monde"* en date du 2 juillet. Est-ce l'amorce d'une prise de conscience, ou le commencement de la sagesse ?

Euro ou pas, on n'échappera pas à une réforme en profondeur du système monétaire international. Avec cette idée force sous-jacente que le rôle d'une monnaie est, dans une économie de besoins, de faire passer la production des biens et des services à la consommation. L'évasion massive des capitaux vers la spéculation stérile et son corollaire, la tendance généralisée au surendettement, créent une situation de plus en

plus malsaine. «*Créatrice de richesses*», disent-ils. En faveur de qui et pour quoi faire ? Il faut savoir que l'économie de casino se fourvoie dans les arcanes d'une redoutable loterie où l'on ne gagne pas à tous les coups.

Si j'étais le Premier ministre de la France je me méfierais bien plutôt, à terme, de cette croissance recouverte prétendument génératrice d'emplois. Je m'interrogerais sur les réalités sous-jacentes à la baisse proclamée du nombre de demandeurs d'emplois. On observe, certes - le plan gouvernemental aidant - un surcroît de jeunes *"au travail"* - pour combien de temps ? Mais, dans le même temps, l'aggravation du chômage de longue durée, la précarité accrue de l'emploi et les conditions de travail vont se détériorant.

Je m'inquiérais du sort de ces quelque quatre millions de Français - en sus du près de trois millions couchés en statistiques - condamnés au dénuement au quotidien, à la quête permanente et très aléatoire d'un cadre de vie décent, à la merci de *"petits boulots"* non gratifiants, de stages de formation sans débouchés solvables et à qui sont refusées toutes perspectives d'avenir, hormis celles qui consistent à répondre favorablement aux propos démagogiques des partis extrémistes.

Et je préparerais en coulisse un train de mesures concrètes visant à une réforme en profondeur de notre système monétaire. Parce que tel est bien l'enjeu fondamental de cette fin de siècle : assurer la dignité de la personne, de toutes les personnes, dans une société harmonisée où chacun puisse enfin trouver la place qui lui revient, dans le plein épanouissement de ses capacités, de ses compétences, de sa vocation spécifique.

La révolutionnaire - c'est-à-dire la révolution technologique - permet désormais cette authentique transfiguration, sous réserve d'une répartition plus adéquate, et plus conforme à la justice, des biens et des services disponibles sur le marché.

Telle est ma conviction profonde, partagée par tous les militants d'une économie distributive. Leur faible voix se heurte encore à celle, tonitruante, de puissants groupes d'intérêts que seule, je le crains, hélas, la catastrophe annoncée mais encore confrontée à l'incrédulité ambiante, contraindra à lâcher prise. Pussions-nous éviter cette échéance fatale, où tous auraient à perdre, des nantis aux plus démunis !

Gérard Henri Brissé.

Paul propose une transition :

La planche à billets

Toujours avec cette idée qu'il faut absolument remettre en cause la création monétaire capitaliste, mais en espérant améliorer le système sans le changer tout à fait (amadouer le renard dans le

Quand un peuple demande au FMI de lui prêter de l'argent, ou d'annuler sa dette, il fait de la mendicité. Quand il demande à l'État de lui remettre de la monnaie pour acheter ce qu'il produit, il réclame ce qui lui est dû.

poulailler), Paul, de Villeurbanne, est très clair : il faut exiger que l'État fasse marcher la "planche à billets". Il se réfère à une autorité en la matière : Jean-Marcel Jeanneney, ancien Ministre du Général de Gaulle : «Le seul

procédé permettant à coup sûr de donner une impulsion à la demande, et de déclencher ainsi une dynamique de croissance, serait une émission de monnaie sans contrepartie, dont il serait fait don aux consommateurs. Je sais que l'idée de créer de la monnaie ex nihilo épouvante. Faire marcher la planche à billets serait, pense-t-on, retomber dans les errements des gouvernements qui ont fait fabriquer du papier-monnaie... alors que l'appareil productif était incapable de satisfaire une

L'équilibre budgétaire n'est pas la clé de la prospérité. La preuve : Cuba. S'il est une nation au monde qui est strictement obligée d'équilibrer son budget, c'est bien cette île sous embargo. Pourtant sa monnaie n'en est pas forte pour autant !

demande supplémentaire... C'est confondre l'abus d'un instrument avec l'usage prudent qui pourrait en être utilement fait, quand trois conditions sont réunies : que des capacités de production soient inutilisées, que la balance des comptes extérieurs soit excédentaire, que le niveau général des prix soit à peu près stable ou en baisse. Elles le sont précisément aujourd'hui, en France et dans des pays voisins... Si, de temps à autre, de la monnaie était gratuitement distribuée avec modération, on ne risquerait pas de déclencher une inflation, car, dans la conjoncture présente, de vives concurrences l'empêcheraient, d'autant mieux que, grâce à des chiffres d'affaires accrus, les coûts baisseraient».

Grâce aujourd'hui à une capacité de production suffisante pour couvrir les besoins vitaux, il est évident qu'il est possible de distribuer de la monnaie à ceux qui ont besoin de consommer. Et c'est s'attaquer au cœur du système économique capitaliste mondial (FMI, Banque Mondiale et consorts...). Après, ajoute Paul, il restera à imaginer un mode de distribution du pouvoir d'achat et vos propositions sont là pour ça.

D'accord avec Paul, mais c'est bien parce qu'il s'agit d'une attaque au cœur du système qu'il y a résistance !

Mais l'important, c'est

démocratiser la monnaie

Nous ne sommes plus seuls à le dire. En effet, l'ADED¹ semble inspirée par l'économie distributive. Elle vient de nous adresser un tract intitulé "Démocratiser la monnaie", dans lequel (bien qu'en introduction la monnaie y soit définie comme une reconnaissance de dette), le vrai problème est parfaitement posé de la façon suivante : «La vie sociale pose deux questions essentielles d'ordre économique : 1. Qui doit mettre la monnaie en circulation ? 2. En quelle quantité ?

Ces deux questions doivent être correctement résolues pour répondre valablement à une troisième question également essentielle d'ordre politique. 3. Comment répartir cette monnaie ?»

Et il ajoute : «Or, aujourd'hui, les réponses apportées aux deux premières questions sont fausses, en effet : 1. La collectivité a la responsabilité de fournir les biens et services promis par la monnaie, il revient donc à elle seule de mettre en circulation la monnaie. C'est le rôle de la banque centrale ou institut d'émission. Or, aujourd'hui, 90 % de la monnaie sous forme scripturale, utilisée par chèque ou carte de débit, est émise par les banques commerciales. Conséquence : c'est à elles que s'adresse l'État pour combler les impasses budgétaires alors qu'il devrait obtenir de l'institut d'émission des avances directes

sans intérêts. Celles-ci se sont amenuisées progressivement jusqu'à s'éteindre en 1973. Coût pour le contribuable 250 milliards pour la seule année 1997. Ce prélèvement sur la collectivité totalement injustifié peut être qualifié de vol. 2. La monnaie permet d'acquérir les biens et services produits par la collectivité. C'est donc en fonction du volume de ces biens et services que devrait être régulée la masse monétaire..

C'est notre proposition de monnaie distributive. Nous ne pouvons donc qu'approuver la conclusion *La monnaie unique va transférer au niveau européen le système frauduleux en vigueur et tenter de lui donner des lettres de noblesse. Le traité de Maastricht par ses article 104 et 107 du titre VI et 27 du protocole sur les statuts de la BCE, interdit aux banques centrales nationales de remplir leur fonction d'émetteur monétaire, rend la BCE indépendante et lui permet pratiquement de s'autocontrôler ! Les peuples soumis aux conséquences de la politique monétaire sont totalement évincés de sa conduite et de son contrôle. En matière monétaire la démocratie est morte. L'alternative est claire ; accepter la loi du silence et en payer le prix; ou bien agir avec détermination pour exercer nos droits dans un cadre démocratique.*

1 • ADED = Association pour les Droits Économiques et Démocratiques, BP 83, 93190 Livry-Gargan

Ne pas supposer, a priori, que la monnaie telle que nous l'employons est comme l'air que nous respirons, immuable et obligatoire, mais chercher comment et pourquoi elle a été créée, comment elle a évolué, ce qu'elle pourrait devenir, c'est la démarche de Guy Oostenbroek :

Périmée, cette monnaie-là !

A lors que nous sommes à la veille d'adopter une nouvelle unité monétaire européenne, et que la monnaie de consommation, qui répond aux attentes de l'économie distributive, n'a pas encore pris forme, il paraît nécessaire de faire un bref retour sur l'histoire des monnaies, voir les conséquences qui découlent de chacune d'elles, leurs faiblesses et leurs puissances, pour certains leurs inconvénients et pour d'autres leurs avantages. Il sera ainsi plus facile de faire admettre qu'il faut repenser la définition de ce qu'est la valeur monétaire, très contestée depuis des siècles et de refuser nos actuelles unités monétaires qui sont entachées de tares ancestrales. À cause, entre autres, des prêts à intérêt, la monnaie est devenue et reste une marchandise sur les places boursières mondiales, où elle se vend et s'achète, quelle qu'en soit sa forme. Les paradis fiscaux, où des transactions pharaoniques s'effectuent sous le couvert de banques honorablement connues, sont des défis à l'intelligence humaine.

L'économie marchande, qui a fait ses choux gras de la rareté au début de l'ère industrielle, se trouve confrontée à l'abondance. Ne pouvant s'en satisfaire, elle se retourne vers la monnaie-marchandise en spéculant sur des "produits" financiers dans une proportion considérable par rapport aux biens réels de consommation. Elle va même jusqu'à jouer sur les variations des indices boursiers...!

Posez à n'importe qui la question : "Qu'est-ce qu'un franc ?" on vous répondra "c'est notre unité monétaire". Demandez "Sur quelle base rattachez-vous le franc ?" certains répondront encore "Sur une certaine quantité d'or" ce qui n'est plus vrai depuis 1973, il flotte en fonction des taux de change. Enfin si vous demandez aux économistes quelle est, intrinsèquement, la valeur réelle du franc, ils vous répondent "Ce qu'il permet d'acheter". C'est la définition du grand Larousse où l'exemple suivant est donné : si un kilo de pain vaut 0,60 F, un franc vaut 10/6 d'un kilo de pain. Un franc vaut donc 1,666 kg de pain...

Imaginée par des peuples dont les activités étaient majoritairement agricoles, faiblement artisanales et qui pratiquaient l'économie du troc, la monnaie devait faciliter les échanges et permettre le passage des biens créés vers la consommation. Ces peuples pressentaient la nécessité de remplacer le troc par un système plus précis que l'échange simple, immédiat, mais leur évolution, dans tous les domaines, les amenaient à reconsidérer la valeur des choses : "MON travail vaut plus que celui de mon voisin", il fallait donc trouver un "dénominateur commun" aux biens et aux services afin de pouvoir les évaluer en les comparant à une unité qui garde une valeur constante dans le temps afin qu'il soit toujours pos-

sible d'y faire référence, et d'assurer ainsi à tout moment le moyen d'acquérir une chose qui vous manque et que d'autres ont en surplus : c'est le but initial de toute monnaie.

Mais peut-être nos ancêtres avaient-ils déjà une pensée mercantile. Les manipulations monétaires ont commencé dès l'origine des monnaies métalliques : contre-façons, falsifications, rognage, dévaluations, etc. Et très vite le poids-métal dans la constitution des pièces diminua. Cette décroissance entraîna dans le même temps l'abandon de la référence au poids et par une sorte de glissement irrationnel, on passa à la notion abstraite de la valeur de la monnaie.

Ces premières monnaies portèrent le même nom que le poids de métal (fer, cuivre, argent ou or) dans lequel elles étaient frappées. Sur quelle base pouvait-on donner une valeur à ce fameux "dénominateur commun" ? Il aurait fallu connaître auparavant la valeur du métal, ce qui n'était pas le cas. C'est a posteriori qu'on a inventé une valeur à la monnaie, puisqu'on était parti d'un métal dont on ignorait le prix de revient.

Admettons que le poids s'assimile à une valeur par un processus intellectuel non démontré — aucune référence n'y fait allusion, et il n'y avait pas de relation temps/valeur pour exprimer un coût par le travail, ni de relation besoin/valeur pour exprimer un coût par le désir — il paraît inconcevable qu'aujourd'hui nous utilisions nos monnaies sur de tels principes !

De nos jours, on représente la valeur d'une baguette de pain par 4 F sans pouvoir établir une référence objective baguette/francs. À l'aube du XXIème siècle, que sait la majorité des humains de la valeur des pièces de monnaie et à plus forte raison des billets ou autres formes de paiement ? Pendant des centaines de milliers d'années l'homme n'a vécu qu'en prédateur, accaparant les richesses naturelles, gratuites et, bien sûr, sans monnaie... Quand l'écriture est apparue, les gens n'étaient pas tous prêts à imaginer qu'un morceau de métal leur permettrait d'obtenir ce que précédemment ils troquaient !

L'économie de troc, ayant comme seule raison la nécessité, n'a pas dû non plus se faire sans difficultés. Comment les hommes pouvaient-ils avoir l'idée de la valeur d'échange entre une "cueillette" et une pièce de gibier ? Il faut un effort intellectuel pour que l'échange se fasse, et l'abandon du troc pour un acte commercial, monnaie contre marchandise, ne s'est sûrement pas effectué sans contestations. Nos ancêtres ont subi cette invention comme nous en subissons d'autres aujourd'hui, sans savoir si leurs applications seraient bénéfiques ou non. Le nouveau franc que certains n'emploient toujours pas couramment, et la crainte actuelle d'utiliser l'euro sont deux exemples qui attestent des difficultés qu'ont



● ● ● eues les populations pour imaginer une monnaie, et plus encore pour l'utiliser. L'acceptation d'un chèque comme moyen de paiement a été, elle aussi, une lente évolution vers la reconnaissance d'un crédit-papier aléatoire contre le désaisissement d'une "chose" bien concrète. En ce qui concerne la monnaie, et à la lumière de l'héritage des connaissances acquises en ce domaine, on peut penser que cette invention n'a pas apporté à l'humanité tout le bien qu'on pouvait en attendre. Un rapide survol (voir encadré ci-dessous) des théories soutenues au cours de l'histoire par de savants économistes apporte la preuve qu'il n'y a pas de loi démontrée et que celles que nous subissons depuis environ deux siècles sont totalement obsolètes, inefficaces et stériles.

Si l'on ajoute à ces défauts l'inégale répartition des richesses naturelles, gratuites, l'inégale répartition des richesses créées qui en dépendent, l'écart des revenus distribués qui en découle et enfin leurs répercussions dans les domaines monétaire, commercial et salarial, je sanctionne à la fois la notion de valeur factice, nos monnaies à cause de leur justification originelle douteuse, leur commercialisation actuelle, la formation des salaires et je déplore l'inadéquation de notre technique économique face à la très remarquable technologie productive.

Ce sont ces raisons qui pour moi justifient ma proposition d'une monnaie scientifique dont la base est l'énergie consommée sous toutes ses formes pour la réalisation de tous les biens et de tous les services.

Guy Oostenbroek.

SCIENCE MONÉTAIRE ... OU ARBITRAIRE ?

À propos de l'impôt et des richesses :

Quesnay (1694-1774) pense que seule l'agriculture est productive et comme telle qu'elle doit être la seule à être frappée d'impôt. L'Assemblée Constituante de 1789 augmenta l'impôt territorial et abolit les impôts indirects.

Colbert (1619-1683) pense, lui, que la richesse d'une nation est liée à la masse des métaux précieux dont elle dispose et préconise une politique protectionniste. Il crée des manufactures qui échappent à la réglementation des corporations. Ces dernières réglementaient production, qualité, prix, bénéfices et conditions de travail afin (déjà !) d'éviter la concurrence et furent abolies en 1791.

De Gournay (1712-1759), intendant du commerce en 1751, est au contraire adversaire du protectionnisme et, à l'opposé de Quesnay dont il est contemporain, il voit dans le travail manufacturé la seule vraie richesse de l'État.

Machaut d'Arnouville (1701-1794), contrôleur général des Finances et Garde des Sceaux, fut le premier à essayer de mettre en vigueur le principe d'égalité devant l'impôt en frappant du vingtième tous les revenus sans discrimination mais, sur la demande de Louis XV, le Clergé en fut exempté.

À propos de l'emploi et de l'inflation :

Keynes (1883-1946) pensait qu'une large socialisation est le seul moyen d'assurer le plein emploi. Mais dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, en 1936, il affirmait que "rares et éphémères seraient les périodes de plein emploi".

Son maître, le Pr Pigou (1877-1959) affirmait le contraire : "Dans un système de libre concurrence, il se trouvera toujours entre les taux de salaire et la demande de travail une relation telle que tout le monde trouvera à s'employer".

Philips avait démontré, à l'aide de la "courbe de Philips", qu'un taux de chômage élevé dépend d'un taux d'inflation faible. Sa théorie fut appliquée en Grande-Bretagne et aux États-Unis, en 1970, mais elle s'est révélée fautive : de fortes poussées de chômage apparurent en même temps que des tensions inflationnistes.

À propos de "phénomènes cycliques" :

Kondratiev, Juglar, Kitchin, entre autres, ont relevé ces périodes, baptisées prospérité, expansion, récession, reprise, dépression, croissance, contraction... En 154 ans, de 1785 à 1929, 18 cycles furent repérés, d'une durée allant de 1 à 28 ans et séparés par des laps de temps allant de 40 mois (Kitchin) à 20 ou 30 ans (Kondratiev). Mais on a fait mieux depuis, on a trouvé des hypercycles de 17 à 22 ans, correspondant à des phases de grands travaux. Rares sont donc les périodes où deux cycles ne se chevauchent pas... Dommage que cette science des Experts Internationaux et des Grands Commis des États ne leur permette pas d'anticiper pour prendre les bonnes décisions.

Ces "spécialistes", en analysant les phénomènes socio-économiques, laissèrent à la postérité des mots : inflation, déflation, dévaluation, puis stagflation et reflation, incompréhensibles pour la majorité des gens. Ils enrichirent donc le vocabulaire économique, mais ils n'ont pas enrichi l'humanité. Nous en sommes encore à attendre un "Nouvel Ordre Économique Mondial", alors que perdure celui qui est incapable de supprimer la misère, le chômage, les révoltes et la guerre. N'est-ce pas la preuve que leur technique économique, qu'ils nous font subir depuis plus de deux siècles, est inefficace ?

G.O.

La lecture de "Kou l'ahuri" donne naissance en moi à des sentiments opposés : du plaisir devant tant de réalisme, tant d'humanité. Je me prends à rêver, comme j'ai rêvé en lisant "Les affranchis de l'an 2000". Mais justement, si vous avez cru bon de donner une suite à l'histoire de Kou, c'est qu'entre-temps rien n'a changé. Alors, c'est de la tristesse que je ressens, voire du désespoir. Plus de soixante années se sont passées et, non seulement les problèmes sont les mêmes, mais leur intensité a vertigineusement crû. Ce qui semble indiquer que durant tout ce temps, l'action de Jacques Duboin s'est limitée au cercle intellectuel de quelques initiés.

Je suis injuste, je le sais, puisque seulement cinq après la première publication de son livre, les grands "économistes" de la planète trouvèrent un moyen radical pour diminuer l'abondance et le chômage ; et que trente années furent nécessaires pour annuler ses effets et se retrouver dans une situation identique à celle des années 30 ; et que durant ces "trente glorieuses" années d'ascension vers l'abondance, les théories et prophéties de Jacques Duboin n'ont pas dû trouver grand écho parmi les populations rassasiées.

Il n'empêche que voilà plus de vingt ans maintenant que l'on parle de récession et que, pourtant, l'économie distributive reste strictement inconnue des masses. Mais, pourriez-vous me rétorquer, nous ne sommes qu'une infirme minorité à être convaincus du bien-fondé de cette alternative. Certes !

En 1976, date du premier choc pétrolier, l'agriculture biologique était encore, aussi, pardonnez-moi ce jeu de mot facile, dans les choux. Est-ce parce qu'elle est directement en relation avec le ventre de l'humanité, et que le ventre passe avant l'esprit, toujours est-il qu'en vingt ans les techniques bios sont passées auprès du grand public (disons du moyen public pour être plus objectif) de pratiques folkloriques pour babas cool post-soixante-huitards à l'alternative agricole du troisième millénaire - et reconnue comme telle par les instances européennes.

Comment des gens raillés, ridiculisés, déconsidérés ont-ils pu retourner l'opinion publique et s'en rallier une partie non négligeable ?

Quels canaux ces gens considérés plus proches de la terre que des sphères intellectuelles ont-ils empruntés pour que les instances dirigeantes reconnaissent la réalité et la valeur de leurs aptitudes et aspirations ?

Je pense qu'apporter des réponses à ces questions aiderait l'économie distributive à s'imposer davantage auprès d'un plus large public.

Yves Emery

Bien sûr, la première réponse à ces questions est celle que vous avez soulignée : les produits de l'agriculture sont directement en relation avec le ventre, qui passe avant l'esprit... De même que les abus liés à la santé (affaires du sang contaminé, de l'amiante, de la vache folle, de certains vaccins, de l'usage des drogues partout) sont en train d'ouvrir les yeux du public

sur les conséquences de la recherche de profit avant tout, et bien plus brutalement que tous les avertissements de J. Duboin, qui, lui, les avait vu venir. Mais c'était alors trop tôt, ce qui l'a fait passer pour un visionnaire aux yeux de ceux qui ne comprenaient pas la logique de notre système.

Une autre raison vient de ce que l'agriculture bio ne remet pas fondamentalement en cause le système, elle ne remet pas en question les bases et les raisonnements capitalistes, mais seulement certains de ses effets dont le danger est devenu visible. C'est donc beaucoup plus facile à expliquer.

D'autre part, contrairement aux bios, nous n'avons pas de produits concrets à vendre, pour que le consommateur juge en les comparant aux autres. Il est bien difficile, en effet de créer une société distributive, ce qui suppose une échelle suffisante pour disposer librement de tous les moyens perfectionnés qui existent, pour les mettre en valeur sans objectif de rentabilité et pour avoir le droit de créer sa propre monnaie distributive. Un essai à petite échelle, dans un environnement hostile risque d'en être la caricature, ce qui n'est pas le cas pour la culture bio...

Par contre, nos analyses (sur le rôle de la monnaie capitaliste par exemple) et nos propositions forment un ensemble qui conduit à un complet changement de société. Cela fait beaucoup à avaler à la fois, beaucoup à comprendre en même temps. Et cet ensemble n'est pas forcément bien expliqué par des "porte-parole" qui n'en ont souvent vu qu'un aspect...

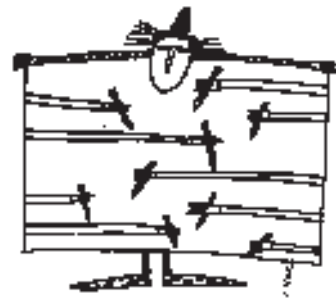
Alors les médias ont beau jeu de passer sous silence et même de déformer ce qui remet en cause le conditionnement du public, qui les fait vivre.

Au fond, le plus gros obstacle que nous avons à surmonter est que nous avons besoin de faire réfléchir les gens, au contraire de la plupart des médias, et de toute la publicité qui pousse le public, justement, à ne pas trop réfléchir.

Voilà pourquoi il nous faut tant de patience, et vingt fois sur le métier se remettre à l'ouvrage.

* * *

Voici quelques précisions à propos de l'article "Agriculture et libéralisme" d'André Prime dans le n° 979. Les primes à l'agriculture existent depuis les années 50, ce n'est pas nouveau, seule-



CHERCHE DISTRIBUTISTES

Lecteurs de "La Grande Relève", et décidés à passer à l'action en réalisant sur le terrain une expérimentation de l'économie distributive, sans doute dans le cadre du réseau des "Éco-villages", nous recherchons des distributistes intéressés par le projet pour débattre des modalités de fonctionnement d'une telle association.

Contact :

téléphone : 01 43 57 01 04

courriel : emeraude.magic.fr

ment à cette époque, c'était les prix qui étaient soutenus, c'est-à-dire que les productions étaient achetées à un prix "artificiellement" élevé. Ce système a poussé les agriculteurs à chercher des rendements élevés en usant et abusant de produits de synthèse, et à favoriser la mécanisation de l'agriculture.

Depuis la réforme de la PAC au début des années 90, les primes sont données directement aux agriculteurs en fonction du type de culture. Les prix ont chuté. Ce nouveau système favorise beaucoup moins la recherche de rendement ; avant, plus on utilisait d'engrais et de pesticides, plus on avait des rendements importants et de ce fait, un revenu important. Maintenant, ces frais coûtent plus qu'ils ne rapportent.

Oui, actuellement donc, 50 % du revenu des agriculteurs ne sont plus liés directement au fruit de leur travail, mais bien à la possession de terre (les primes sont données à l'hectare par type de culture : par exemple, 1700 F/hectare par an pour du blé tendre, quels que soient les rendements)... A noter que c'est l'agriculture bio qui a été la plus favorisée par la réforme de la PAC car elle touche autant de

prime et pourtant ses prix n'ont pas chuté (ou beaucoup moins).

Oui le revenu global des paysans (ou des sociétés agricoles) a augmenté, et leur nombre diminue...

Et ce ne sont pas là les seuls revenus qui augmentent, loin de là ! Les revenus de capitaux ont augmenté bien plus !

Oui les paysans demandent des prix stables ou des subventions. Qui accepterait aujourd'hui, en tant que salarié, d'avoir un revenu élastique ? Et pour un paysan, il est impossible de faire la grève puisqu'il est son propre patron. Et que dire contre les variations du climat ? La réalité des prix ? Si on considère que les subventions proviennent des impôts (et des taxes) et que les plus pauvres n'en paient pas, à qui nuirait le plus l'augmentation des prix agricoles ? Aux plus pauvres !

Tout ceci n'a bien sûr rien à voir avec la théorie libérale, c'est évident. Je crois que chacun cherche à défendre son intérêt par tous les moyens et si l'intérêt est d'avoir du fric, chacun cherche à en avoir davantage, qu'importe le moyen.

Oui, 50 milliards de produits exportés avec 164 milliards de subventions, c'est ridicule. Mais il faut aussi préciser que ces 164 milliards ne vont pas dans la poche des agriculteurs céréaliers, mais dans l'achat d'engrais, de pesticides, de gazole, de matériel agricole, etc. et ils profitent donc à d'autres catégories professionnelles.

Au lieu de casser les agriculteurs, peut-être qu'il serait plus utile que vous proposiez, dans le cadre de l'E.D., une autre façon d'organiser la production. Et

que privilégier ? Rentabiliser et mécaniser l'agriculture sous forme de sociétés ou maintenir de petites exploitations ? Est-ce que l'agriculture et le jardinage sont des métiers dévalorisants que plus personne ne veut faire (comme le prétend votre lecteur de Bretagne) ? "Redonner goût et dignité à un individu privé d'emploi c'est lui fournir une occupation valorisante et responsable". Mais qu'est-ce qui définit ces notions ? Il faudrait être un requin de la finance alors pour reprendre les valeurs valorisantes de la société actuelle, être un champion ! Le problème est que nous sommes tous conditionnés, nos désirs sont conditionnés. Alors qui définit comme dégradant de faire pousser des légumes ? C'est quoi réussir sa vie ? C'est quoi le bien et le mal ?

Si "on" veut que des gens vivent à la campagne, eh bien il faut leur donner un revenu indépendant du nombre d'hectares qu'ils cultivent et ne plus donner d'autres subventions. Là vous n'aurez plus de concentration des surfaces, si vous pensez que c'est ça le "bien", mais c'est clair que les "gros" ne seront pas d'accord et que cela ne va pas dans le sens de la rentabilité économique capitaliste.

A noter aussi que ce système de prime est spécifique aux cultures céréalières et "grandes cultures", pour le maraîchage et l'élevage, le système est différent, mais j'ai oublié mes cours depuis l'année dernière.

P.F., Gimont

Merci pour ces compléments d'information. Mais où diable avez-vous pris que nous "cassions" les agriculteurs ? C'est vraiment mal nous connaître. Nous soutenons au contraire qu'une mesure de transition vers l'ED serait de commencer par eux : leur confier, par le "Contrat Civique", la responsabilité de l'agriculture du pays en leur assurant à vie des revenus décents.

Ce que soulignait André Prime, c'est que les agriculteurs votent pour soutenir le libéralisme tout en réclamant des mesures (que nous, nous comprenons bien) qui sont tout à fait à l'opposé du libéralisme ! Que privilégier ? Mais ce n'est pas aux énarques des cabinets ministériels d'en décider. Nous affirmons que contrairement à ce qui se fait aujourd'hui, la taille des exploitations, ce qu'elles doivent produire et de quelle façon, tout doit être décidé en fonction d'autres critères que la seule rentabilité, et pour cela les décisions doivent être prises démocratiquement, en définissant les Contrats Civiques.

Nous n'avons pas eu la même lecture de ce qu'écrivait Y.E., de Plougenast, dans notre dernier numéro. Il ne présentait certainement pas comme modèles les requins de la finance ! Il ne critiquait ni l'agriculture ni le jardinage, mais la "réinsertion" par un travail comme le nettoyage à la main des bas-côtés d'un chemin, ce qui ressemble plus aux travaux forcés qu'au jardinage. Nous ne sommes pas de ceux qui ont pour devise "Il n'y a pas de sot métier". La nôtre serait plutôt "Le droit pour chacun d'exercer l'activité qui lui plaît", pourvu, bien sûr, qu'elle ne porte pas préjudice aux autres.

Précisions

Dans notre n° 977, nous avons rapporté, page 8, une histoire racontée par le *Publiphobe.*, sans plus de précision. Nous ne saurions refuser de faire de la pub pour le *publiphobe* : voici son adresse :

56 bis, rue Escudier
92100 Boulogne.

Par ailleurs, la vignette représentant un ballon de foot, avec des inscriptions *pub, fric, ras l'ball*, reproduite en première page de notre dernier numéro, peut être commandée chez son auteur

Robert Heymann,
Coubert, Coubernard,
36300 Saint-Aigny.

En dépit de l'irrésistible ascension des indices boursiers, je constate comme vous que les gens sont de plus en plus nombreux à penser, qu'ils l'espèrent ou le redoutent, que l'on ne pourra pas continuer longtemps à vivre de cette façon.

Il se produit un foisonnement d'initiatives de tous bords : pamphlets, manifestations, pétitions, colloques, qui font penser à la préparation des États Généraux de 1789 ou à l'effervescence de mai 1968. J'essaie péniblement de comprendre, car je n'ai pas une formation d'économiste et je m'y perds un peu, même dans la Grande Relève, entre les points de vue d'Arthur Lerry, Rifkin et autres, et je n'ai pas encore réussi à me faire une opinion sur ces controverses que je prends en marche, ni sur tout ce que j'entends par ailleurs sur les mérites comparés de la loi de Robien, des 35 heures, des 32 heures, de la semaine de 4 jours, et des taxes sur la fortune, l'énergie ou les opérations spéculatives.

J'apporte a priori mon soutien à tout ce qui me semble aller dans le bon sens avec un effet plus ou moins significatif. Si votre solution serait sans doute la plus efficace, elle paraît aussi la plus difficile à faire passer dans l'état actuel de l'opinion, d'où mon idée que tout ce qui pourra diminuer l'écart entre la faiblesse des uns et la toute puissance des autres facilitera ultérieurement l'adoption de la solution véritablement révolutionnaire que vous défendez.

Autrefois, chacun avait sa solution de rechange toute trouvée : c'était le capitalisme pour ceux qui étaient mécontents du communisme et vice versa. Ce n'est plus le cas aujourd'hui alors que le problème d'une solution de rechange risque de se poser brutalement, la promesse de lendemains qui chantent reprise par les tenants du libéralisme apparaissant de moins en moins crédible.

P.V., Paris.

Réponse. Il n'est pas nécessaire d'avoir une formation économique pour comprendre que les vieilles habitudes en ce domaine sont dépassées par la révolution des moyens de production. Mais ceux qui ont appris ces règles ont acquis des œillères : on ne leur a pas dit qu'il fallait les remettre en cause et inventer la Troisième Voie !

** * *

On sait que des populations entières meurent de faim faute de moyens matériels, techniques (qui existent mais auxquels elles n'ont pas accès faute d'argent), mais on engloutit des sommes fabuleuses dans des conflits incessants.

Dr J.M. Kalmar (envoi de A.B.B., Bruxelles)

** * *

Je dois à l'équipe de la Grande Relève un grand merci pour la diffusion — si techniquement parfaite — de ma modeste tribune. Et encore une fois, mes sincères félicitations pour les très pertinentes analyses développées dans votre publication, prétextes à de féconds débats.

G.H. B., Vitry-le-François.

Mon travail m'amène à lire presque tous les jours les débats parlementaires français des deux derniers siècles. Comme tous les partisans de l'Economie Distributive et notamment bien sûr J. Duboin, j'ai remarqué que les (non) solutions aux problèmes économiques, avancées tout le long de cette période, étaient toujours les mêmes. La même langue de bois, les mêmes lieux communs et souvent le même ton moralisateur. En période d'expansion : il faut travailler plus et faire des économies ; en période de récession, il faut encore plus travailler et être rigoureux ; en période de crise, il faut travailler davantage et faire des efforts et en période de chômage généralisé, il faut redoubler d'ardeur et faire des "réformes".

L.B., Paris. .

* * *

Depuis 60 ans, je suis la Grande Relève et je ne peux plus agir aussi intensément, mais je me réjouis d'Attac, cela me donne de l'espoir de voir un grand mouvement démarrer, je vais y adhérer et entraîner des jeunes.

Mme C., Levallois-Perret

Nous pensons aussi qu'il faut profiter de telles associations de gens qui se posent enfin les bonnes questions, pour les amener à réfléchir. Attac a pris pour objectif la taxe Tobin, nous ne pensons pas que cela soit suffisant et nous nous doutons bien qu'elle n'obtiendra même pas une telle réforme qui s'attaquerait au sacro-saint profit financier. Et quand ses membres comprendront ainsi où est l'obstacle, il faudra être là pour dire : nous vous l'avions bien dit, on ne peut pas convaincre le renard dans le poulailler d'épargner un peu les poules, c'est le principe même du capitalisme qu'il faut remettre en question.

** * *

Il faut enlever du titre "des hommes par la science" parce que cette notion, dans le droit fil du politique du 19e siècle, pourrait laisser entendre que nous nous abandonnons sans réserve aux apports de la science. Hiroshima nous a montré que toutes les applications de celle-ci ne sont pas également bénéfiques.

...La monnaie distributive est la clé de voûte de l'Economie distributive. Comment ne pas se rendre compte que la monnaie actuelle favorise l'inégalité de l'échange, notamment par la rupture du lien emploi-revenu, et ne peut que creuser chaque jour davantage le fossé qui existe entre riches et pauvres ? Sans compter les immenses possibilités offertes à la thésaurisation et à la spéculation. Il est tout à fait normal que chaque distributiste voie la société de demain avec quelques variantes, mais aucun distributiste ne peut faire l'impasse sur la "cohérence des trois thèses centrales", ainsi que le souligne fort justement Marie-Louise..

R.P., Esquerchin



Nous glissons au fascisme¹

1 • éditorial de
La Grande Relève
 15^{ème} année
 Nouvelle série,
 N°30
 avril 1948.

On parle constamment de fascisme, mais sans jamais rechercher ses causes profondes... Qu'est-ce donc que le fascisme ? — La forme autoritaire que revêt le capitalisme en pleine décomposition. Est-il bien difficile de comprendre pourquoi ?

Le capitalisme est un système économique qui, *par définition*, se maintient spontanément en équilibre. Autrement dit, c'est un système dans lequel, par simple jeu de la libre concurrence, l'harmonie s'établit automatiquement entre les intérêts privés. De telle sorte que l'offre et la demande s'équilibrent toutes seules, aussi librement que les salaires et les prix, que les importations et les exportations, etc... Il ne reste à l'État qu'à maintenir l'équilibre entre ses recettes et ses dépenses et la monnaie demeure saine. Car, si la monnaie n'est pas stable, toutes les transactions sont faussées puisqu'elles sont toutes fondées sur elle. Ajoutons que ce système a fonctionné plus ou moins mal pendant deux ou trois siècles, ce qui a suffi pour qu'il fut déclaré éternel par ceux auxquels il a permis de s'enrichir.

* * *

Or, quelqu'un troubla la fête: c'est le progrès technique dont le subit et prodigieux développement élimine un nombre grandissant de travailleurs. La rupture de l'équilibre entre l'offre de travail et la demande d'emploi provoque la rupture de tous les autres équilibres, et le système se bloque. L'événement s'est produit peu après la première guerre mondiale, mais on l'a caché sous le nom de crise dite de "surproduction", sans remarquer que cette fameuse crise était définitive. Alors apparut le fascisme dont le but est de rétablir, par voie d'autorité, tous les équilibres capitalistes devenus introuvables. Oui, mais comment ? En substituant la contrainte à ce que les économistes distingués appellent le libre jeu des lois naturelles.

* * *

Et le dirigisme s'imposa. Une seconde de réflexion suffirait pour s'apercevoir que diriger l'économie capitaliste, c'est se servir de mots qui se contredisent ; autant parler d'un carré rond ! On ne peut diriger qu'une économie collective puisque le propre d'une économie capitaliste est précisément de n'être dirigée par personne. Mais les économistes distingués n'y regardent pas de si près... Dans cette vaine recherche de l'équilibre impossible, on autorisa la hausse ou l'on décré-

ta la baisse; on bloqua tantôt les salaires, tantôt les prix; on favorisa les exportations ou l'on interdit les importations; on subventionna certains producteurs ou on leur passa des commandes; on assainit les marchés en détruisant les produits que les consommateurs ne pouvaient plus acquérir... Enfin on excita les sentiments nationalistes pour justifier les armements, qui créèrent des salaires et des profits, mais...

Mais le comble, c'est que toutes ces mesures sont prises dans les pays démocratiques en criant bien fort qu'on veut combattre le fascisme et le totalitarisme !...

En définitive, le fascisme consiste à favoriser ceux qui réalisent encore des profits et à faire taire les autres.

Ce qui le conduit infailliblement à porter atteinte à ce qui reste de la liberté humaine, même s'il s'époumone à faire crier « Vive la liberté ! » à sa grande presse... Tôt ou tard, il s'engage dans la voie de la persécution, et, comme il lui faut une excuse, il la trouve toujours dans la « raison d'État ».

Ce n'est plus un secret que, dans la libre Amérique, il n'est plus permis d'avoir l'opinion de son choix. On se préoccupe si fort de ce que pensent les citoyens qu'on pénalise les individus pour leurs croyances. On purge les administrations publiques afin d'en éliminer les non-conformistes. En Angleterre, berceau de la démocratie, quiconque professe des opinions "communistes" est devenu suspect... Pour tout homme sérieux, cette politique n'est pas seulement odieuse, mais ridicule... Le communisme est une réaction contre le mal interne de la société. Pourchasser les communistes est aussi sot que de produire des armements énormes tout en laissant subsister les déplorables conditions économiques qui poussent au communisme.

Il va de soi que le mauvais exemple donné par le gouvernement ne tarde jamais à être suivi par beaucoup d'employeurs. Ils prétendront bientôt qu'ils ne peuvent plus donner des postes de confiance à des hommes dont les opinions ne sont pas encore admises.

Alors, après les communistes viendra le tour des francs-maçons, puis celui des israélites. Il y a des précédents, M. Attlee !!

Dans cet ordre d'idées, on va très loin. Dans mon jeune temps, c'était au nom de la raison d'État qu'on prétendait que Dreyfus devait rester au bagne même s'il était innocent. Et il me semble que les guerres de religion sont nées de ces délits d'opinion que la raison d'État ne pouvait pas tolérer.